

# Note de synthèse sur les conflits dans la province de Tanganyika

## INTRODUCTION

Cette note de synthèse présente le condensé des études existantes sur les conflits dans la province du Tanganyika. Elle met l'accent sur le profil, les causes, les acteurs et la dynamique des conflits. L'objectif de cette note est de fournir des informations de base pour les acteurs Humanitaire, Développement et Paix (HDP) sur les conflits dans la province.

## PROFIL

Les documents consultés (voir Annexe) **montrent que les** conflits dans la province sont **multidimensionnels** et **s'imbriquent** les uns dans les autres. Ces conflits tournent principalement **autour du contrôle des ressources naturelles et du foncier** et opposent entre autres, les agriculteurs et les éleveurs, mais aussi les grands concessionnaires (supposés être proches des hommes politiques influents pendant le règne de Joseph Kabila) et les paysans agriculteurs. L'importance de la terre dans les conflits est confirmée par une étude de l'UNICEF selon laquelle *"la possession de la terre est considérée comme un véritable pouvoir à part entière. Étant donné que l'accès à la terre se fait par location en contrepartie de paiement des droits coutumiers saisonniers."*<sup>1</sup> Notons que pour de nombreuses communautés, surtout à l'Est de la République démocratique du Congo la terre est intrinsèquement liée à leur identité culturelle et historique. La terre est à la fois une source de pouvoir et d'identité, un facteur de survie et un moteur des conflits, parfois violents<sup>2</sup>. Liés à la terre, les conflits tournent donc également autour **du pouvoir et de l'identité**. À titre d'exemple, plusieurs conflits existent au sein des familles régnales liés à la succession du pouvoir coutumier. Ces conflits de pouvoir entre chefs locaux et au sein des familles régnales sont liés au partage estimé inégal des dividendes, taxes et redevances foncières coutumières entre membres de la même famille régnales. De nombreux conflits fonciers sont également associés aux limites des terres (des champs et concessions), ou même aux limites géographiques des villages. Des cas de mauvaise gouvernance foncière ou de gestion de la terre considérée comme arbitraire sont également évoqués (octroi de terre par des chefs coutumiers aux plus offrants au détriment des petits exploitants). De plus, le fait que les Twas (*Groupes ethniques communément dénommés Pygmées en Afrique centrale, dont les Twas forment l'un des groupes principaux*)<sup>3</sup> souffrent de discrimination limite leur accès à la terre, ce qui envenime également les relations Twas-Bantous. À ce titre, le refus des Twa de payer la redevance aux chefs terriens bantous, les spoliations et les accaparements des terres, par les grands concessionnaires et politiciens sont des manifestations de ces conflits. L'accès à la terre et aux ressources est donc le principal vecteur des conflits même si les manifestations de ces conflits peuvent être différentes.

---

<sup>1</sup> UNICEF, Analyse de la dynamique des conflits inter et intracommunautaire, territoire de Nyunzu, District de Tanganyika, Nord Katanga, Octobre 2014, p7.

<sup>2</sup> RIFT VALLEY INSTITUTE ? PSRP BRIEFING 14 « Pas juste une question de terres » : litiges et conflits fonciers dans l'est du Congo, p.6.

<sup>3</sup> IRC, Une crise silencieuse au Congo : Les Bantous et les Twas au Tanganyika ". Les Pygmées étaient les premiers habitants de la RDC, assurant leur subsistance comme chasseurs-cueilleurs nomades dans les zones en marge des savanes et forêts in " Une crise silencieuse au Congo : Les Bantous et les Twas au Tanganyika ", p5-6.

Mars 2025

Par ailleurs, l'agriculture est l'activité économique principale de la province. La découverte des gisements miniers dans certaines zones (principalement à Nyunzu, Manono et Kongolo) et les activités d'extractions minières industrielles ou artisanales qui s'en suivent, réduisent les espaces cultivables, ou empiètent sur les forêts (favorables à la chasse), ce qui attise des vieux conflits de limites ou d'accès à la terre entre les chefs coutumiers et terriens, et entre Twas et les Bantous. Ces conflits opposent d'une part les chefs coutumiers entre eux, ainsi que les orpailleurs et les chefs coutumiers, et d'autre part les entreprises minières aux communautés locales<sup>4</sup>. Ces conflits liés aux minerais se manifestent beaucoup plus dans le nord de la rivière Lukuga dans le territoire de Nyunzu, où les Twas se disent « être prêts à attaquer tout bantou souhaitant extraire les minerais dans le groupement sous leur juridiction/influence »<sup>5</sup> et revêtent donc une connotation identitaire. En outre, à Manono, ces conflits opposent également les creuseurs artisanaux et les agents de services de l'ordre (les FARDC et la Police) par le fait que les creuseurs artisanaux opèrent dans des terres concédées à des entreprises étrangères dans la zone par le gouvernement central. Ces entreprises utilisent les FARDC et la Police pour les chasser de force.<sup>6</sup> Il est à noter que la concurrence entre les miniers industriels et artisanaux, le manque des zones spécifiques dédiés à l'exploitation artisanale et les impacts négatifs de l'exploitation industrielle et artisanale sur les communautés locales sont autant d'enjeux qui alimentent les conflits liés à l'accès aux ressources en province de Tanganyika.

A cela s'ajoutent des conflits de leadership entre les chefs locaux des villages et les chefs de blocs des camps de relocalisées (*des déplacés internes liés aux conflits entre les twa et les bantous et qui avaient choisi d'être relocalisés dans d'autres villages au lieu de retourner dans leurs villages d'origine*)<sup>7</sup> entre suite aux **interventions humanitaires**, perçues comme favorisant un groupe au détriment d'un autre. Ces conflits opposent souvent les communautés hôtes et les personnes déplacées internes (PDI). En outre, comme évoqué ci-dessus, les rapports et documents consultés démontrent également des conflits entre les Twas et les Bantous, liés à un sentiment de discrimination et d'exclusion des Twas des instances de gouvernance locales et provinciales. Enfin, d'autres conflits tournent autour de l'eau pour la pêche dans le territoire de Kabalo<sup>8</sup> et à la découverte des gisements d'or dans la montagne de Mundi à la frontière séparant les territoires de Kongolo et Nyunzu, ce qui crée des tensions entre les deux territoires. Concernant les conflits de pouvoir, des conflits de leadership que l'on peut qualifier de politique existent également au niveau de l'exécutif provincial suite au positionnement politique et au rapport de forces entre les parties politiques membres de "l'union sacrée (*plateforme politique constitué des tous les partis politiques soutenant le Président Félix Tshisekedi* " et ceux de l'ancienne coalition FCC-CASH.<sup>9</sup>

## LES CAUSES DES CONFLITS

### a. Les causes structurelles des conflits<sup>10</sup>

---

<sup>4</sup> UNICEF, Op.cit., p5.

<sup>5</sup> UNICEF, Etude approfondie sur la dynamique des conflits inter et intracommunautaires, p26.

<sup>6</sup> Eviter le conflit dans le cœur minier de la RD Congo | Crisis Group, p

<sup>7</sup> OIM et alii, Rapport de l'analyse du contexte du projet « promotion des solutions durables aux populations affectées par le déplacement dans la province de Tanganyika », décembre 2022 à Janvier 2023, p7.

<sup>8</sup>FGD réalisé à Kabalo, Projet RSFA, Consortium Alert-Save the Children -Concern en mars 2022.

<sup>9</sup> La coalition politique FCC (Front Commun pour le Congo) était une plateforme électorale lors des élections de 2018 formée de l'ensemble de parti politiques qui ont comme autorité morale l'ancien président de la République Joseph Kabila et le CASH (Cap pour le Changement) était aussi une plateforme électorale formé de UNC (l'union pour la nation congolaise de Vital Kamerhe et de l'UDPS de l'actuel président Félix Tshisekedi). Alors la plateforme FCC-CASH avait été formée lors de la première alternance démocratique du pays ; c'était une forme de gouvernance d'alliance entre les deux plateformes politiques après les élections de 2018 ayant plébiscité Felix comme gagnant.

<sup>10</sup> OIM et alii, Op.cit., p3-9.

Mars 2025

Les documents et rapports consultés démontrent que les causes structurelles des conflits sont les suivantes. En premier, **la mauvaise gouvernance** qui se traduit par des pratiques de corruption, de népotisme, de justice mal rendue, d'impunité, ou d'abus de pouvoir de certains agents des services de l'Etat. A Moba par exemple, les agents des services de l'ordre et de sécurité de l'ANR et des FARDC sont souvent cités dans des cas de tracasseries de la population s'illustrant par : érections des barrières illégales, multiplication des services et imposition de taxes illégales. En outre, d'autres rapports évoquent les faibles effectifs (voir absence) des services de sécurité (police et l'armée) dans certaines zones (par exemple sur l'axe Kasanganyemba), ce qui favorise la prolifération des milices et groupes armés. Deuxièmement, **le dualisme de la loi foncière** (phénomène aussi lié à la mauvaise gouvernance) est une autre cause profonde de beaucoup de conflits. Ce régime dualiste est lié au fait que l'attribution des terres relève des pratiques coutumières d'une part et des instances habilitées par la loi (les services du cadastre) de l'autre. De nombreux conflits résultent du fait que les services étatiques ne reconnaissent que les titres « de propriétés » émis par les services du cadastre. L'application de ces deux régimes crée des contradictions liées à l'attribution des terres lorsque les services du cadastre octroient des terres déjà occupées par des communautés locales. Comme évoqué ci-dessus, certains chefs coutumiers octroient les terres aux mieux offrants au détriment des occupants antérieurs ce qui engendre des déplacements ou déguerpissements forcés, qui concernent aussi bien les Twas que les Bantous. De plus, ce système n'est pas adapté et est exclusif car seules peuvent en bénéficier les personnes fortunées, instruites ou les groupes les mieux informés, capables d'utiliser à leur profit la procédure d'enregistrement pour obtenir des titres en bonne et due forme conformément à la loi. Parmi les profiteurs de ce système on compte des chefs coutumiers qui disposent de domaines souvent étendus (mis en valeur par métayage).<sup>11</sup>

#### b. Les causes immédiates

**La pauvreté criante et généralisée** : L'accès à la terre difficile pour une partie de la population (surtout les Twas) alimente la pauvreté dans la province. Comme vu précédemment, la taxe coutumière combinée avec le manque d'accès aux terres sont des menaces à la production agricole qui aggravent la vulnérabilité et la pauvreté<sup>12</sup> dans plusieurs territoires de la province. Les chefs coutumiers bantous collectent aussi des taxes similaires sur les produits de la chasse, de la pêche où des mines artisanales<sup>13</sup> (qui touchent principalement les Twas). Ceci accentue non seulement le sentiment de méfiance/d'exclusion des Twas, mais aussi renforce leur pauvreté ce qui forme un terrain fertile de revendication, voire de violence. En outre, cette faible production, cause immédiate de pauvreté et de conflits, est également due **aux maladies agricoles et pachydermes qui rendent le rendement de la production dans le secteur agricole**. En effet, les maladies de la mosaïque qui attaquent les tubercules de manioc et la chenille *Spodoptera Frugiperda* qui attaque les feuilles de maïs en les rongent<sup>14</sup> combinées à la présence des pachydermes et des inondations des cultures accentuent la pression sur la terre dans plusieurs territoires à l'instar du territoire de Kabalo, Kalemie, Nyunzu et Manono. Les populations affectées par ces phénomènes "inondations et pachydermes" quittent les zones affectées par ces menaces naturelles vers les zones considérées comme favorables à l'agriculture, ce qui aggrave la pression sur les terres arables et envenime des conflits fonciers. Par ailleurs l'insécurité permanente liée à la prolifération des milices et groupes armés dans plusieurs entités contribue également à la perturbation des activités économiques. En titre d'exemple, en septembre 2020, un cambriolage meurtrier avait entraîné une paralysie des activités économiques dans la localité minière de Misisi, située au nord-ouest de Kalemie. Cet incident a particulièrement affecté le secteur de l'import-export des marchandises, notamment

<sup>11</sup> African Journal on Land Policy and Geospatial Sciences, « Dualisme du système foncier en République Démocratique du Congo. Pratiques, déviations et sources de conflits » Dans la plupart des milieux ruraux du pays,

<sup>12</sup> FGD réalisé à Kabalo dans le cadre d'une évaluation pour une proposition du projet RSFA en février 2022.

<sup>13</sup> IRC, Une crise silencieuse au Congo : Les Bantous et les Twas au Tanganyika, p6.

<sup>14</sup> Famine Early Warning Systems Network, RDC, Perspectives pour la sécurité alimentaire, Février-Septembre 2017, p3.

l'or produit localement. La Fédération des entreprises du Congo (FEC) a appelé les autorités à sécuriser les habitants et les axes routiers menant à Misisi<sup>15</sup>.

**Sentiment de discrimination des Twa par le Bantous.** La plupart des rapports signalent que la discrimination ressentie par les Twas, et le sentiment de méfiance régnant entre les deux communautés sont des causes importantes des conflits. Ce sentiment est accentué par le niveau de pauvreté des Twas qui poussent certains à voler des récoltes dans les champs des Bantous, ainsi que les cas de violences basées sur le genre qui se traduisent par des grossesses des filles Twas par des garçons Bantous qui ensuite les abandonnent. Ce sentiment de discrimination est renforcé par de nombreux cas de jugements considérés comme partiaux car rendus par des juges Bantous. Par ailleurs, le fait que les garçons Twas ne soient pas acceptés par les filles Bantoues sont autant d'éléments qui accentuent le sentiment de méfiance entre les deux communautés et enveniment les dynamiques des conflits. Toutefois, il semblerait qu'avant l'éclatement des conflits (2012), les Twas et les Bantous vivaient en parfaite harmonie. Certaines études soulignent que l'augmentation de l'activisme d'une poignée d'organisations de la société civile (OSC) Twa a stimulé les demandes de ces derniers en faveur du respect de leurs droits<sup>16</sup>. Par ailleurs, la manipulation identitaire, les discours de haines pour des fins politiques, le manque d'alternatives et de résilience pérenne pour les relocalisés sont autant de causes immédiates des conflits en province de Tanganyika depuis des années.

### c. Les facteurs aggravants

Selon les documents consultés, les facteurs envenimant les dynamiques des conflits dans les différents territoires de la province de Tanganyika sont les suivants : la rareté des terres arables, la démographie galopante liés à des mouvements de population relocalisés dans certaines zones, la non-reconnaissance du pouvoir coutumier par les Twas, le partage inégal du butin de guerre entre les Twas et les Bantous et la non-réalisation des promesses faites aux Twa lors de la guerre de coalition entre les Twa et les Bantous contre les Bakata-Katanga communément appelé la guerre de sécession<sup>17</sup>. Une particularité mérite d'être mentionnée à Nyunzu où les Twas sont obligés de payer la redevance aux chefs locaux et aux chefs des milices Bakata-Katanga. Tandis qu'à Kalemie et à Moba, ils payent uniquement aux chefs locaux. Par ailleurs, les documents consultés démontrent également que certaines **interventions humanitaires insensibles** aux conflits où le ciblage est perçu comme favorisant un groupe ont renforcé la perception de méfiance et le sentiment d'exclusion et deviennent un facteur de tension entre bénéficiaires Twa et Bantous, et parfois entre la jeunesse et les autorités locales et les acteurs HDP. À titre illustratif le ciblage des bénéficiaires est souvent une source de tensions entre les acteurs HDP et les communautés locales, les critères de vulnérabilité des bénéficiaires n'étant pas toujours perçus de la même manière par les humanitaires et par les populations locales. L'importation du personnel humanitaire et de la main d'œuvre occasionnelle, le fait que les offres d'emploi soient affichées localement mais le processus de sélection se fasse en dehors de la zone aggrave également les conflits. D'autres conflits naissent dans le choix des fournisseurs pour les foires aux NFI/AME (Non Food Items /Articles Ménagers Essentiels) et vivres<sup>18</sup>. À Moba par exemple, un ciblage des activités HDP excluant certaines catégories a contribué à exacerber les divisions préexistantes entre les Twas et les Bantous créant ainsi des frustrations de part et d'autre<sup>19</sup>. Par rapport aux relations entre les déplacés internes et les familles d'accueil/hôtes, les documents consultés démontrent que le risque de tension est bien réel entre les deux

<sup>15</sup> [https://www.radiookapi.net/2020/09/29/actualite/economie/tanganyika-paralysie-des-activites-economiques-misisi?utm\\_source](https://www.radiookapi.net/2020/09/29/actualite/economie/tanganyika-paralysie-des-activites-economiques-misisi?utm_source)

<sup>16</sup> IRC, Op. Cit. p8.

<sup>17</sup> CDJP, Déclaration de paix au Forum sur la paix à Nyunzu, organisé par CDJP du 08-10 décembre 2015, p1-2.

<sup>18</sup> UNICEF, Op. Cit, p27.

<sup>19</sup> SFCG, Op.Cit, p8.

parties à la suite des cas de vols observés dans les champs des autochtones.<sup>20</sup> En plus la présence de nombreux déplacés internes dans des familles d'accueil dépourvues de moyens est un autre élément qui ravivent les tensions entre les déplacés internes et les familles d'accueil.

**d. Eléments déclencheurs:**

La nomination des chefs de villages en dehors des familles régnautes et sans respecter les us et pratiques traditionnelles coutumières en la matière, les ventes illicites des terres par des chefs locaux, les accaparements et les spoliations des terres par des chefs locaux et certaines autorités locales, les atteintes aux droits de l'homme et les arrestations arbitraires par les chefs locaux et les FARDC et l'ANR sont autant d'éléments déclencheurs souvent évoqués dans la littérature. En outre, l'utilisation de l'aide humanitaires pour des fins d'influence par les chefs locaux et des cas de kidnapping et assassinats ciblés de certains Twas par le groupe Bishambuke de communauté Fuliro ont également été cités comme éléments déclencheurs.

## LES ACTEURS AUX CONFLITS

Les principaux acteurs aux conflits sont les chefs Twas et Bantous, les chefs de villages et de groupements, les chefs d'ETD, les autorités territoriales et provinciales, certains politiciens au niveau provincial et national, les notables, les propriétaires terriens, les exploitants miniers artisanaux et industriels étrangers et nationaux, les groupes armés, les structures des jeunes, la société civile, les agents des services de l'Etat (FARDC, ANR), et certaines ONGI et nationales. En ce qui concerne les relations entre ces acteurs, selon les documents consultés, certains politiciens sont accusés d'attiser les messages de haine et de manipuler les jeunes à intégrer les groupes d'autodéfense et les milices armées. A Moba, des études montrent que les agents de services de l'Etat abusent de leur pouvoir lorsqu'ils interagissent avec la population et sont accusés aussi d'être des éléments détracteurs de la paix<sup>21</sup>. Par rapport aux relations, intérêts et motivation des acteurs quelques particularités se dessinent. Il semblerait que la plupart de ces acteurs aux conflits cités ci-haut (notamment les chefs terriens, les exploitants miniers étrangers) jouiraient d'une certaine impunité et couverture des politiciens au niveau national et tireraient énormément profit de ce contexte de tensions ou de statu quo leur permettant d'exploiter illégalement les carrés miniers et de s'enrichir de façon illégitime. En outre, les analyses démontrent également que certains chefs coutumiers et terriens (au même titre que les groupes armés) perçoivent des taxes et redevances illégales et exercent ces activités en toute impunité. Des milices armées, telles que Apa na Pale et Bakata Katanga et d'autres, ont également des intérêts économiques (même si certaines, telles que Bakata Katanga, ont également des motivations politiques telles que la sécession). L'enrichissement, l'appât du gain facile sont des motivations communes à tous ces acteurs.<sup>22</sup>

En effet, les documents consultés prouvent que la majorité des acteurs vise le positionnement politique et/ou économique (les deux étant intimement liés). Pour les leaders locaux Twas, ces derniers visent non seulement le pouvoir pour avoir accès aux ressources, mais aussi l'inclusion au sein des structures de gouvernance à tous les niveaux. En outre, les acteurs membres de la société civile, organisations nationales et internationales sont aussi cités comme des acteurs aux conflits de la manière dont leurs interventions sont perçues. En effet, la perception de l'aide humanitaire, en particulier chez les jeunes, est très négative en ce sens que ces derniers pensent que les acteurs HDP/ONG sont là pour profiter de la vulnérabilité des populations ou des communautés. A Moba par exemple, les jeunes ont le sentiment d'être exclus des interventions HDP et pensent que les ONGI sont présentes dans la zone pour s'enrichir. Ils auraient même organisé des campagnes de mobilisation de la population afin qu'elle n'adhère pas aux travaux d'irrigation du projet Tuendelee Pamoja

---

<sup>20</sup> Rapport de la mission Inter agence de mise à jour des chiffres sur le mouvement des populations dans les Territoires de Nyunzu et Kabalo Du 09 au 21 Septembre 2019, p4.

<sup>21</sup> SFCG, Conflits Scan, Tuendelee Pamoja II, Septembre 2019, p6.

<sup>22</sup> Ibid, p6-7.

Mars 2025

phase II<sup>23</sup>. Dans d'autres territoires, en revanche, cette perception est nuancée par les jeunes, ces derniers estimant que les acteurs HDP devraient fournir des efforts pour recruter localement afin de créer des opportunités d'emploi et ainsi leur permettre d'accéder aux ressources. Dans les territoires de Kalemie, Nyunzu, Kabalo et Manono, par exemple, les jeunes font pression pour être recrutés alors que les acteurs HDP estiment que leur bas niveau d'éducation les empêche d'être compétitifs<sup>24</sup>.

## DYNAMIQUES RECENTES.

Jusqu'à la production de cette note (janvier 2025), la province de Tanganyika connaissait une accalmie relative dans certains territoires. Toutefois, il convient de signaler que ces trois dernières années, soit depuis mai 2022, on a vu la résurgence des conflits Twas-Bantous dans plusieurs territoires de la province. A titre illustratif, la situation sécuritaire s'est détériorée dans le territoire de Kalemie essentiellement sur l'axe Kasanga-Nyemba<sup>25</sup>. Dans le territoire de Nyunzu, village Lubamba, une discorde entre un membre de la communauté Twa et une famille Bantoue a dégénéré en un affrontement impliquant plusieurs membres des deux communautés. Ces accrochages ont conduit à la mort d'un membre de la communauté Twa et l'incendie de tout un village Bantou par les Twas en guise de représailles<sup>26</sup>. Par ailleurs, toujours en décembre 2024, dans l'espace communément appelé "triangle de la mort"<sup>27</sup>, c'est-à-dire entre le territoire de Manono, Pweto et Moba, on a signalé plusieurs incursions des miliciens Bakata Katanga. Ces incursions et incendies des maisons dans le territoire de Moba ont été à la base des déplacements vers des villages voisins de plus de 4000 personnes<sup>28</sup>. Signalons que plusieurs cas de meurtres pendant ce mois de décembre ont également été attribués à ces miliciens dans le territoire de Moba. Les dernières nouvelles en début janvier 2025 font état d'un cas d'assassinat de l'infirmier titulaire adjoint de l'aire de santé Kasenga Nganyi, zone de santé de Kansimba, territoire de Moba. Ce cas d'assassinat est aussi attribué aux miliciens Bakata Katanga selon la coordination de la protection civile Tanganyika<sup>29</sup>.

Toutefois, si les causes structurelles des conflits n'ont pas été réglées, ce qui explique ce regain de violence, on peut noter quelques initiatives de dialogue, tables rondes, et autres ateliers de renforcement des capacités de transformation des conflits de certaines structures locales mis en place par certains leaders Twas et Bantous mais aussi par les acteurs HDP et le programme PDDRCS Tanganyika. Par exemple, du 29 au 30 septembre 2023, le programme P-DDRCS en partenariat avec l'ONG PACT a organisé un dialogue intercommunautaire pour la paix et la cohésion sociale entre les deux communautés. A en croire les rapports et document consultés, suite à ces initiatives de sensibilisation ou de dialogue, certains éléments des groupes armés Twas et Bantous auraient manifesté la volonté de déposer les armes et d'adhérer au processus P-DDRCS, afin de permettre à leurs localités respectives de recouvrer la sécurité et la paix. En outre, selon d'autres documents et rapports, certains miliciens Twa auraient aussi 'abandonné la brousse' en raison des conditions de vie difficile, essentiellement sur l'axe Kasanga Nyemba<sup>30</sup>. A en croire les rapports et document consultés, suite à ces initiatives de sensibilisation ou de dialogue, certains éléments des groupes armés Twas et Bantous auraient manifesté la volonté de déposer les armes et d'adhérer au processus P-DDRCS, afin de permettre à leurs localités respectives de recouvrer la sécurité et la paix. En outre, selon d'autres documents et rapports,

---

<sup>23</sup> [Tanganyika : l'axe Kalemie-Moba en proie à l'activisme des miliciens Twa et Bantou | Radio Okapi](#)

<sup>24</sup> Plan du développement provincial de Tanganyika, de 2023-2027p.38.

<sup>25</sup> [Tanganyika : La province de nouveau plongée dans des conflits entre Twa et Bantous - Scoop RDC](#)

<sup>26</sup> [www.radiookapi.net/2024/12/15/actualite/securite/tanganyika-un-mort-et-un-village-incendie-](http://www.radiookapi.net/2024/12/15/actualite/securite/tanganyika-un-mort-et-un-village-incendie-)

<sup>27</sup> [Actualité Sécurité RDC | Tanganyika : Retour des déplacés dans le territoire de Moba après les violences des Bakata Katanga - Le Congo au quotidien](#)

<sup>28</sup> Ibid.

<sup>29</sup> Coordination de la protection Civile Tanganyika, contacté au téléphone pendant l'écriture de cette note.

<sup>30</sup> Ibidem.

Mars 2025

certaines miliciens Twa auraient aussi ‘abandonné la brousse’ en raison des conditions de vie difficile, essentiellement sur l’axe Kasanga Nyemba. Parmi les dernières évolutions des dynamiques de conflits qui méritent d’être mise en exergue, on notera la mort du chef de la milice Apa na Pale<sup>31</sup>ri Kasongo dans le territoire de Nyunzu après des altercations avec l’armée dans le site minier de Luliya tenue par les investisseurs Chinois à Nyunzu en date du 10 février 2024. Signalons que selon les sources locales, Amuri Kasongo auraient fait incursion dans le site minier Luliya (exploité par des investisseurs Chinois) ce qui a conduit les FARDC à intervenir. Soulignons que ce chef milicien semait la terreur dans le groupement Bakalanga dans le territoire de Nyunzu. Face à cette situation, des sources rapportent que les investisseurs chinois auraient évacué le site minier de Luliya, craignant des représailles des miliciens Hapa na Pale après la mort de leur leader<sup>32</sup>. Par rapport aux relations entre les déplacés internes ou relocalisés et les familles hôtes, les documents et rapports consultés démontrent des relations tendues en rapport à l’accès à l’eau et à la terre. Dans certains villages selon les rapports, certaines familles hôtes réclament que les déplacés et relocalisés soient encore délocalisés de leurs villages.

## BIBLIOGRAPHIE

1. UNICEF, Analyse de la dynamique des conflits inter et intracommunautaire, territoire de Nyunzu, District de Tanganyika, Nord Katanga, Octobre 2014
2. [CRISIS GROUP, Eviter le conflit dans le cœur minier de la RD Congo | Crisis Group](#)
3. OIM et alii, Rapport de l’analyse du contexte du projet « promotion des solutions durables aux populations affectées par le déplacement dans la province de Tanganyika », décembre 2022 à Janvier 2023.
4. African. Journal on Land Policy and Géospatial Sciences, « Dualisme du système foncier en République Démocratique du Congo. Pratiques, déviations et sources de conflits » Dans la plupart des milieux ruraux du pays,
5. IRC, Une crise silencieuse au Congo : Les Bantous et les Twas au Tanganyika
6. Famine Early Warning Systems Network, RDC Perspectives pour la sécurité alimentaire, Février - Septembre 2017
7. PROVINCE DE TANGANYIKA, PLAN DE DEVELOPPEMENT PROVINCIAL (2023-2027)
1. OCHA, [Rapport-de-la-mission-a-nyemba-du-14-au-17-03-2022-vf-id-4252-624adc047c741.pdf \(ehtools.org\)](#)  
INTER CLUSTER REGIONAL HUB SUD-EST, Rapport de la mission d’analyse du contexte au sud du territoire de Nyunzu du 11 au 21 janvier 2022,
2. SFCG, Conflict Scan, Tuendeleo Pamoja II - Moving Forward Together, September 2019
3. CDJP, Déclaration de paix au Forum sur la paix à Nyunzu, organisé par CDJP du 08-10 décembre 2015
4. SFCG, Conflits Scan, Tugengee Pamoja II, Septembre 2019
5. Site Web
6. [Tanganyika : l’axe Kalemie-Moba en proie à l’activisme des miliciens Twa et Bantou | Radio Okapi](#)
7. [Tanganyika : La province de nouveau plongée dans des conflits entre Twa et Bantous - Scoop RDC](#)
8. <https://pddrcs.cd/index/tanganyika-les-groupes-armes-twas-et-bantous-des-groupements-kasanga-nyemba-kinsunkulu-et-kalumbi-favorables-a>
9. [Tanganyika : les FARDC tuent le chef de la milice Hapa na Pale \(mediacongo.net\)](#)

---

<sup>32</sup> [Tanganyika : les FARDC tuent le chef de la milice Hapa na Pale \(mediacongo.net\)](#)